



Revue de Presse

mardi 03 février 2009

S O M M A I R E

mardi 03 février 2009

SNET/EON

Luc Poyer Le Monde .- 03/02/2009	1
Energie : Luc Poyer à la tête d'E.ON France et de la SNET Le Républicain Lorrain .- 31/01/2009	2

CONCURRENCE

M. Sarkozy veut faire des EPR la vitrine du savoir-faire français Le Monde .- 03/02/2009	3
Areva prêt à signer pour deux EPR en Inde La Tribune .- 03/02/2009	5
Un mur de dépenses devant Areva Les Echos .- 03/02/2009	6
Tempête : la Commission de régulation de l'énergie critique la communication d'EDF Les Echos .- 03/02/2009	8
GDF Suez fait mieux que prévu en 2008 Les Echos .- 03/02/2009	9
Résultats préliminaires de l'Enel Enerpresse .- 03/02/2009	10

MARCHE

François Fillon demande aux Français de "se serrer les coudes" Les Echos .- 03/02/2009	11
Les principales opérations retenues, région par région Les Echos .- 03/02/2009	13
L'Etat promet de suivre au millimètre les projets d'investissement Les Echos .- 03/02/2009	15
Un plan de relance encore vert pâle Les Echos .- 03/02/2009	16
Un plan qui fait des déçus Les Echos .- 03/02/2009	17
En Rhône-Alpes, une enveloppe de quelque 300 millions d'euros Les Echos .- 03/02/2009	18
Le BTP applaudit, le mouvement HLM est sceptique Les Echos .- 03/02/2009	19
Le train de la relance passe par Lyon La Tribune .- 03/02/2009	20
Fillon, un millefeuille de projets Libération .- 03/02/2009	21
Electricité : vers une dissociation des tarifs de base et de pointe Les Echos .- 03/02/2009	22
Michel Guénaire : " Les industriels ont besoin de contrats de long terme " Les Echos .- 03/02/2009	23

S O M M A I R E

mardi 03 février 2009

ENVIRONNEMENT

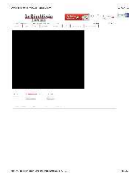
Philippe Van de Maele pressenti à la tête de l'Ademe
Les Echos .- 03/02/2009

24

SNET/EON



Luc Poyer, 42 ans, devient président du directoire d'E.ON France et directeur général de Snet, dont il reprendra à terme la présidence, occupée par André Sainjon, ancien secrétaire général de la Fédération des métaux CGT.



ÉCONOMIE CARLING

ÉNERGIE : LUC POYER À LA TÊTE D'E.ON FRANCE ET DE LA SNET

Publié le 31/01/2009

Le groupe allemand E.ON, six mois après sa prise de participation dans la Snet qui possède la centrale Emile-Huchet à Carling, dote ses entités françaises d'une gouvernance. A compter du 1er février, Luc Poyer assurera la présidence du directoire d'E.ON France qui fédère les entités de Snet, E.ON Energie et E.ON Energies Renouvelables. Il assurera dans le même temps la direction générale de la Snet.

Le groupe allemand envisage très rapidement d'unifier présidence et direction générale de la Snet. André Sainjon, actuel président de la Société nationale d'électricité thermique aura pour mission de faciliter cette phase de transition.

Luc Poyer, 42 ans est un familier du monde de l'énergie. Cet ancien de l'ESSEC et de l'Ena, avait débuté en qualité d'auditeur de la Cour des comptes avant d'entrer en 1998 chez Total, dont il a été directeur général du réseau de gazoducs transandins GasAndes (Chili), puis chargé du projet de gaz naturel liquéfié Qatargas II au Moyen-Orient. En dernier, il a dirigé le pôle activités industrielles du groupe Poweo.

Le groupe E.ON est l'un des plus grands énergéticiens de la planète avec 68,7 Mds de chiffre d'affaires et 87 800 collaborateurs dans près de trente pays. E.ON France est le 3e producteur et fournisseur d'électricité en France.

CONCURRENCE



Nucléaire : le deuxième EPR, vitrine du savoir-faire français

En annonçant la construction du deuxième réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) à Penly (Seine-Maritime), Nicolas Sarkozy entend prouver que la France reste à la pointe de cette filière énergétique. Aux pays qui souhaitent lancer ou relancer l'atome civil, il veut montrer que la France fait confiance à sa propre technologie, ce qui constitue, à ses yeux, le meilleur des arguments de vente à l'exportation.

Le chantier du premier EPR à Flamanville (Manche), commencé en 2007, doit être mis en service en 2012. ■

M. Sarkozy veut faire des EPR la vitrine du savoir-faire nucléaire français

Le président de la République a signifié que la France entend rester à la pointe de cette filière énergétique qui renaît lentement après vingt ans d'hibernation

En annonçant la construction à Penly (Seine-Maritime) du deuxième EPR français, le réacteur de troisième génération (*Le Monde* du 31 janvier), Nicolas Sarkozy n'a pas seulement confirmé la relance de l'énergie nucléaire en France : à tous les pays qui veulent lancer ou relancer l'atome civil, le chef de l'Etat a signifié que la France faisait confiance à sa propre technologie. Et qu'elle entend rester à la pointe de cette filière énergétique qui renaît lentement après vingt ans d'hibernation.

La décision de M. Sarkozy intervient, en effet, quelques jours après l'annonce de la rupture par l'allemand Siemens du pacte d'actionnaires qui le liait depuis 2001 à Areva NP, la filiale d'Areva fabriquant l'îlot nucléaire des centrales. Aux yeux du président de la République, il n'est pas de meilleur argument de vente, pour un pays, que d'expérimenter ses propres équipements – ce que l'Allemagne ne peut plus faire puisqu'elle a prévu d'arrêter son dernier réacteur en 2020.

Le chef de l'Etat a confié la construction et l'exploitation de cet EPR à EDF, qui construit déjà celui de Flamanville (Manche). Le

groupe d'électricité devra réaliser cette centrale, « dans le cadre d'une société de projet dont il aura la majorité », mais à laquelle « GDF Suez sera associé ». L'Elysée a aussi précisé que d'« autres partenaires » pourront « partager l'investissement et l'approvisionnement électrique ».

EDF, qui exploite seuls les 58 réacteurs français, perd peu à peu son monopole. « Dans la perspective du développement ultérieur de la filière, l'Etat reconnaît la volonté de GDF Suez d'assumer la maîtrise d'ouvrage et l'exploitation de l'EPR suivant », a indiqué M. Sarkozy. Le groupe italien Enel devrait être aussi intéressé. L'accord signé en 2007 avec EDF, qui donne à Enel 12,5 % de l'EPR de Flamanville (investissement et vente d'électricité), prévoit qu'il peut prendre une participation dans cinq autres EPR d'ici à 2023.

GDF Suez était candidat, en partenariat avec Total, à la construction du réacteur de Penly. « Nous en avons la capacité, affirme son PDG, Gérard Mestrallet. L'important, c'est que le gouvernement ait consacré l'idée qu'il y a, en France, deux acteurs nucléaires de classe mondiale, EDF et GDF Suez, et qu'ils

devaient s'associer. »

Colère des écologistes

Il rappelle qu'à travers les sociétés belges Tractebel et Electrabel, GDF Suez a une longue expérience de la construction et de l'exploitation de centrales nucléaires, même s'il n'a pas la taille d'EDF. Le taux de disponibilité des sept réacteurs belges, ajoute M. Mestrallet, est parmi le meilleur du monde. Loin devant celui des centrales d'EDF. GDF Suez n'entend pas être un supplétif d'EDF.

A écouter les dirigeants d'EDF, il était inimaginable que ce deuxième EPR leur échappe. Pour le PDG du numéro 1 mondial du secteur, il est en outre justifié. « Entre 1990 et 2005, on n'a pas investi. Il n'y a plus de surcapacités en France et il faut construire de nouvelles centrales pour assurer notre sécurité d'approvisionnement », souligne Pierre Gadonneix. La consommation de base va augmenter et il y a place pour un EPR tous les deux à trois ans. » La relance du nucléaire dans le monde ne fait aucun doute pour lui comme pour M. Mestrallet, malgré une crise économique qui risque de refroidir l'enthousiasme des investisseurs.

Pour les écologistes, la décision d'un deuxième EPR « tourne le dos » à l'esprit du Grenelle de l'environnement, même si M. Sarkozy en avait exclu d'emblée le nucléaire. « Cette relance, décidée sans concertation, sans transparence, sans évaluation des besoins, a un seul objectif : satisfaire quelques lobbies proches du pouvoir, comme Areva, EDF ou GDF Suez, dénon-

ce Greenpeace France. C'est le signe qu'en France, on privilégie la consommation tous azimuts, et non l'efficacité énergétique. » L'EPR souffrira toujours, selon l'association, de nombreux défauts : il crée moins d'emplois que les énergies vertes, il coûte cher (4 milliards d'euros) et il produira des déchets hautement radioactifs. ■

Jean-Michel Bezat

Les caractéristiques des nouveaux réacteurs

Technologie Le réacteur EPR (European pressurised water reactor) est le fruit de la coopération entre Framatome (devenu Areva) et l'allemand Siemens. Ils en ont lancé son design en 1992 alors que la sûreté nucléaire avait pris de l'importance après la catastrophe de Tchernobyl (1986). Il utilise la technique éprouvée des réacteurs à eau sous pression.

Puissance Conçu pour fonctionner au moins 60 ans, c'est le réacteur le plus puissant du monde avec 1 650 mégawatts (MW). Ses concepteurs assurent qu'il a un

rendement supérieur de 35 % à celui des meilleurs réacteurs actuels. A production identique, il brûle 17 % de combustible en moins qu'un réacteur de 1 300 MW et génère 30 % de déchets radioactifs en moins.

Sûreté Elle a été renforcée : systèmes de sauvegarde pour refroidir le cœur du réacteur en cas de défaillance ; mise en place d'une coque de protection en béton censée résister à la chute d'un avion gros porteur ; « cendrier » aménagé sous le réacteur pour recueillir les matières du cœur en fusion.

Areva prêt à signer pour deux EPR en Inde

Le groupe nucléaire dirigé par Anne Lauvergeon et l'opérateur indien NPCI signeront demain un protocole d'accord pour la construction de deux réacteurs nucléaires de nouvelle génération de type EPR. L'État français est prêt à soutenir ce projet, alors que l'appétit indien pour cette énergie suscite une compétition internationale féroce. Si les négociations aboutissent, un contrat pourrait être signé « au mieux à la fin de 2009 » et la

construction pourrait être achevée autour de 2016, selon les dirigeants de la filiale indienne d'Areva. Les industriels locaux se disent prêts à investir dans le projet, en partenariat avec les Français, pour en accélérer la réalisation. De son côté, Alstom est aussi pressenti pour la fabrication de turbines destinées à de plus petites centrales nucléaires, dans le cadre d'un accord avec l'indien Bharat Heavy Electricals Ltd. **PAGE 15**

ÉNERGIE

Areva prêt à signer en Inde pour deux réacteurs nucléaires EPR

Le projet porte sur deux réacteurs de nouvelle génération **QUI POURRAIENT SORTIR DE TERRE D'ICI À 2016.**

Bercy pourrait soutenir le montage financier.

PAR ALINE ROBERT, À MUMBAÏ

Deux nouveaux EPR de 1.650 mégawatts pourraient voir le jour en Inde, construits par Areva pour l'opérateur local NPCIL, Nuclear Power Corp. of India. Les deux parties doivent signer demain, à New Delhi, un protocole d'accord (Memorandum of Understanding) en ce sens. La secrétaire d'État au Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, a rencontré hier à Mumbai le Dr Anil Kakodkar, président de la Commission de l'énergie atomique indienne, l'équivalent du CEA français.

« C'est très encourageant,

nous avons abordé de nombreux sujets : celui de l'uranium, des EPR dont la signature sera effective mercredi, de la propriété intellectuelle, mais aussi certains aspects industriels concernant la construction », déclare Anne-Marie Idrac, qui ne ménage pas sa peine pour vendre la technologie française depuis la signature, en septembre, de l'accord de coopération franco-indien sur le nucléaire civil. Les services de Bercy pourraient soutenir le montage du financement et le plafond des crédits exports vers l'Inde devrait être supprimé mercredi. De son côté, le français Alstom est aussi pressenti pour la fabrication de turbines destinées à de plus petites centrales nucléaires, dans le cadre d'un partenariat avec l'indien Bharat Heavy Electricals Ltd (BHEL).

■ PARVENIR AU CONTRAT

Les efforts de l'État se justifient aussi par la compétition féroce que suscite l'appétit indien pour le nucléaire. Les États-Unis ont récemment signé avec le gouvernement un accord pour la construction de quatre réacteurs. Mais le projet français sera signé directement avec le seul opérateur industriel indien



© AFP
Anne-Marie Idrac à Mumbai le 1^{er} février. La secrétaire d'État au Commerce extérieur a rencontré le président de la Commission de l'énergie atomique indienne.

du secteur. « Ce n'est qu'un accord, ensuite il faudra signer le contrat ; au mieux d'ici la

fin de l'année 2009 », prévient Arthur de Montalembert, le président d'Areva India. Selon lui, la construction des deux réacteurs pourrait être achevée autour de 2016. Une échéance jugée optimiste par certains experts, tant les spécificités locales (température élevée, accès à l'eau) diffèrent de celles rencontrées en Finlande ou à

Flamanville, où deux EPR sont déjà en chantier.

« Si l'État indien souhaite que la construction des réacteurs soit rapide, alors il faudrait que des groupes privés interviennent dans le projet. Dans ce cas, nous serions ravis de développer un partenariat avec une entreprise française », estime de son côté Ratan Tata, le tycoon de l'industrie indienne qui rencontrait hier un groupe d'industriels français. NPCIL reste une entreprise entièrement publique, et aucun autre partenaire n'est à ce jour envisagé pour l'exploitation des réacteurs. ■


IDÉES PAR PASCAL POGAM

Un mur de dépenses devant Areva

AVEC OU SANS Siemens, Areva a besoin d'argent frais pour financer son développement. En intégrant le rachat des intérêts du conglomérat allemand dans Areva NP, ce sont près de

30 milliards d'euros qu'il faudrait engager dans les douze ans à venir. Un plan de marche inenvisageable dans la configuration actuelle, analyse Pascal Pogam.

L'ANALYSE DE PASCAL POGAM

Un mur de dépenses sur la route d'Areva

un noyau d'investisseurs.

L'un reste, l'autre part. Siemens a jeté, la semaine dernière, un beau pavé dans la mare en mettant fin au partenariat qui le liait depuis huit ans à Areva NP, l'ex-Framatome. Alors que la refonte de la filière nucléaire française semblait en sommeil, son retrait programmé a ravivé d'un coup les spéculations autour d'Areva et d'un éventuel rapprochement avec Alstom. Car ce fut la première réaction, presque instinctive : en pliant bagage, l'industriel allemand ouvre forcément un boulevard au groupe de Patrick Kron. Quoi qu'en dise ce dernier, personne n'imaginait sérieusement qu'Alstom et Siemens puissent un jour cohabiter au sein d'Areva. Et, sur ce dossier, on peut penser que l'Elysee aurait lancé depuis longtemps son grand Meccano industriel s'il n'avait pas eu à craindre un différend franco-allemand. De ce point de vue, au moins, la situation s'est franchement éclaircie. Mais la fin de l'histoire n'est pas encore écrite.

Dans l'immédiat, pour Areva, les conséquences concrètes du départ de Siemens sont avant tout financières et stratégiques. Financières, car, dans les trois ans qui viennent, le leader mondial du nucléaire va devoir

mobiliser quelque 2 milliards d'euros pour racheter les 34 % détenus par son ancien allié munichois dans sa filiale de réacteurs. Une ardoise qui s'ajoutera aux 11 à 12 milliards d'investissements prévus d'ici à 2012. Sur le plan stratégique, le groupe français a par ailleurs compris qu'il n'en avait pas tout à fait fini avec Siemens, dont les ambitions sont intactes dans le nucléaire. D'ores et déjà, le conglomérat allemand réfléchit à des coopérations avec le russe Atomenergoprom. A terme, un nouvel acteur de poids risque donc de surgir dans le secteur, aux côtés de Toshiba-Westinghouse, General Electric et Mitsubishi. De puissants concurrents, qui se mettent tous en ordre de bataille pour profiter de la renaissance de l'atome. Dans ce contexte, Areva conserve a priori une longueur d'avance : son modèle d'opérateur intégré est désormais copié par tous ses rivaux. Et, à ce jour, son réacteur EPR est le seul modèle de troisième génération en construction dans le monde.

Mais cette avance risque de fondre comme neige au soleil si l'entreprise tricolore ne passe pas à la vitesse supérieure. A cet égard, l'équation de départ n'a pas changé : avec ou sans Siemens, Areva a besoin d'argent frais pour financer son développement. D'ici à 2020, le groupe veut se mettre en situation de remporter une soixantaine de commandes. Pour cela il lui faudra investir dans de nouvelles capacités de production, recruter (12.000 personnes cette année), nouer des partenariats, procéder, peut-être, à des acquisitions... Au total, et en intégrant le rachat des intérêts de Siemens dans Areva NP,

On imagine mal que le FSI injecte dans Areva près de la moitié de ses ressources, mais il pourrait fédérer

près de 30 milliards d'euros pourraient devoir être engagés dans les douze ans à venir. Un plan de marche inenvisageable dans la configuration actuelle.

D'autant que depuis l'an

dernier, l'entreprise présidée par Anne Lauvergeon consomme plus de cash qu'elle n'en génère. Pour la seule année 2009, elle assure devoir trouver 2,6 milliards pour boucler son programme d'investissements...

Face à cette montagne de dépenses, un apport de capitaux apparaît désormais indispensable. Sur le papier, les solutions ne manquent pas. L'ennui, c'est que les plus évidentes sont aussi les plus compliquées à mettre en œuvre. La question d'une mise en Bourse ne se pose même pas dans le contexte actuel. Et l'adossement à un autre acteur industriel, quel qu'il soit, paraît hors de propos à court terme : sans renier leur intérêt pour la filière nucléaire, ni Alstom ni son premier actionnaire, Bouygues, ne semblent vouloir s'impliquer tant que les retombées financières du chantier finlandais d'Areva ne seront pas mieux cernées – sur place, la construction du tout premier réacteur EPR est toujours aussi problématique, et le groupe n'est pas à l'abri d'un nouveau dérapage du calendrier. Quant à Total, en dépit des ambitions affichées dans le secteur, il ne souhaite pas non plus bouger dans l'immédiat.

En dernier recours, il est assez naturel que les regards se tournent vers le tout nouveau Fonds stratégique d'investissement (FSI), dont la vocation est précisément de répondre aux besoins de financement des entreprises hexagonales et de sécuriser les plus prometteuses d'entre elles. Bien sûr, on imagine mal que le FSI – doté de 6 milliards de liquidités « activables » – injecte dans Areva près de la moitié de ses ressources. Mais il pourrait, par un premier apport, fédérer un noyau d'autres investisseurs institution-

nels afin d'aider le groupe nucléaire à traverser sans encombre les premières années de son plan de développement. Une simple parenthèse, mais une parenthèse susceptible de satisfaire tout le monde. Avant de reposer les questions qui fâchent.

Pascal Pogam est chef du service Enquête des « Echos »





Tempête : la Commission de régulation de l'énergie critique la communication d'EDF

La Commission de régulation de l'énergie a dénoncé hier « avec la plus grande fermeté » la communication d'EDF après la tempête dans le Sud-Ouest, estimant qu'elle avait entretenu une confusion préjudiciable à la concurrence dans le secteur. Dans un communiqué, la CRE « s'élève » ainsi « contre les récentes interventions publiques » du PDG d'EDF, Pierre Gadonneix, « sur des questions relevant de la responsabilité de RTE et d'ERDF, respectivement gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'électricité ». Pierre Gadonneix est intervenu à plusieurs reprises dans les médias pour faire le point sur l'avancée des réparations du réseau électrique. Or, depuis l'ouverture des marchés à la concurrence, les autorités européennes ont imposé la séparation entre les gestionnaires de réseaux d'électricité et les producteurs d'électricité.

**ÉNERGIE**

GDF Suez fait mieux que prévu en 2008

Premier exercice solide pour GDF Suez. Né en juillet de la fusion entre Gaz de France et Suez, le géant français de l'énergie a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 83 milliards d'euros, en hausse de 17,5 % à périmètre constant. Des revenus sensiblement supérieurs aux attentes (80,7 milliards d'euros selon le consensus Reuters) grâce à de bonnes performances en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne dans la vente de gaz naturel et d'électricité.

Même constat au Brésil ou en Amérique du Nord ainsi que dans les livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'international. En France, le groupe a conservé une part de marché de 95 % dans le gaz sur le segment des particuliers, et de 85 % sur celui des professionnels. Au total, toutes les branches du groupe affichent des progressions à deux chiffres, à l'exception des services énergétiques et de l'environnement.

La croissance du groupe s'est toutefois ralentie en fin d'année

2008. GDF Suez a vu celle-ci tomber à 14 % au quatrième trimestre, contre 18 % sur les neuf premiers mois de l'année. Le géant de l'énergie a été pénalisé par la baisse du prix des produits pétroliers à l'automne, la stabilité du tarif régulé du gaz en France, ainsi que par un ralentissement de la demande de GNL en Asie.

Diversité des activités

En dépit de ces difficultés, GDF Suez continue de tabler sur une croissance de son résultat d'exploitation avant amortissements et charges exceptionnelles de plus de 10 % pour l'exercice 2008. « *La diversité des activités du groupe constitue à la fois un gage de solidité et de flexibilité*, souligne un analyste. *Selon les cas, GDF Suez peut choisir de stocker son gaz, de le vendre, ou bien encore de l'utiliser pour produire de l'électricité. Cela lui donne une marge de manœuvre pour créer de la valeur.* »

EMMANUEL GRASLAND



Résultats préliminaires de l'Enel

C'est ce mardi que l'Enel italienne doit présenter ses résultats préliminaires. Néanmoins, des fuites des analystes boursiers dans la presse transalpine, notamment dans *Il Messaggero*, laissent penser que le groupe devrait avoir réussi à contenir son endettement en-deçà des 50 milliards d'euros, et que son Ebitda devrait avoir bondi entre 2007 et 2008, pour dépasser les 14 Mds€, contre 10 Mds€ en 2007. En revanche, le quotidien ne s'attend pas à voir dévoiler, à cette occasion, l'accord sur la séparation, pas vraiment amiable, entre l'Enel et son partenaire ibérique Acciona, sur Endesa, en Espagne. Malgré l'activité «frénétique», note *Il Messaggero*, d'Andrea Brentan, le vice-président d'Endesa et conseiller spécial outre-Pyrénées, de l'administrateur délégué de l'Enel, Fulvio Conti. Rien ne se ferait avant la mi-février au mieux. Tout cela n'a pas dopé l'action Enel, qui perdait un peu plus de 1,5% en milieu de journée, hier lundi.

MARCHE

Le nouveau bond du chômage accroît l'urgence de la relance

- 217.000 chômeurs de plus en 2008
- Hausse de 20 % pour les jeunes
- Fillon maintient le cap du soutien aux investissements • Le détail des projets • Les syndicats menacent d'une nouvelle journée d'action

LA HAUSSE rapide du chômage se confirme. En décembre, le nombre de demandeurs d'em-

ploi a augmenté de 45.800, revenant à 2.114.300. Pour la ministre de l'Economie, Christine La-

garde, cette mauvaise performance « ne fait que souligner la nécessité du plan de relance » dont le Premier ministre a présenté les 1.000 chantiers hier. Et il a réaffirmé qu'il serait « irresponsable » de changer de cap. Mis sous pression par le PS ainsi que par les syndicats, qui préparent une nouvelle mobilisation, il peut souffler sur l'assurance-chômage. La décision de la CGChier de ne pas s'opposer à l'accord Unedic ouvre la voie à son agrément.



ÉCONOMIE

Les 1.000 chantiers dévoilés hier ne mobiliseront dans un premier temps que 2,2 milliards d'euros de la part de l'Etat. Pour le Premier ministre, il serait « irresponsable » de changer de cap. Le Parti socialiste veut réunir les forces vives pour élaborer un « vrai plan de relance ».

François Fillon demande aux Français de « se serrer les coudes »

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL A LYON.

Une mobilisation nationale urgente. » Pour résister à la crise et tenir le moral des

troupes, quelques jours après les plus grandes manifestations depuis la lutte contre le CPE en 2006, François Fillon n'a pas hésité, hier, à filer la métaphore guerrière. A l'is-

sue du Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (Ciact) convoqué à la préfecture de Lyon, le Premier ministre, entouré d'une vingtaine de

membres de son gouvernement, a invité « *tous les Français à se serrer les coudes* ». A ceux qui attendent un geste sur le pouvoir d'achat des ménages, et donc sur la consommation, il a répété qu'il gardait « *le cap* », en concentrant son plan de relance sur l'investissement, seule réponse possible « *à l'équité et à l'efficacité* » réclamée par la rue. Toute autre politique serait même « *irresponsable* ».

Une façon de préparer le terrain à l'intervention de Nicolas Sarkozy, jeudi soir. « *Le président rappellera la gravité de la crise et réexpliquera le sens de son action* », confiait en aparté Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, ajoutant : « *Les gens sont un peu déboussolés, ils craignent d'être victimes d'une crise, dont ils ne sont pas responsables. Nous ne voulons pas sous-estimer le mouvement de jeudi dernier mais nous poursuivons les réformes.* »

Hier, de très nombreuses cartes géographiques ont été distribuées, ainsi que plusieurs tableaux de financement recensant, région par région, un bon millier de chantiers susceptibles de « *soutenir l'activité* », de « *donner du travail à nos entreprises* » et de « *protéger* » l'emploi. « *L'urgence est de faire tourner la machine économique de la France* », a expliqué François Fillon.

Un effet d'entraînement

Difficile de s'y retrouver, pourtant, dans les chiffres, tant les budgets se croisent entre l'Etat, les entreprises publiques et les collectivités territoriales, entre les chantiers à dimension nationale et ceux relevant des contrats de plan Etat-Région, entre les projets complètement nouveaux et les rallonges financières. Pour l'essentiel, les sommes mobilisées visent à exécuter en deux ans des

projets déjà existants, lesquels auraient dû être menés à un horizon de cinq à dix ans. L'exécutif a aussi opté pour une multiplication de « *petits* » projets, avec la volonté d'aller vite, plutôt que pour l'annonce de très grands chantiers au long cours. Ce qui ne facilite pas la visibilité du plan.

S'agissant des travaux lancés par l'Etat stricto sensu, seuls 2,2 milliards d'euros (sur les 4 prévus) sont réellement débloqués à ce stade. Ce sont les infrastructures de transport qui arrivent en tête : 870 millions d'euros vont leur être consacrés cette année, dont 400 millions dans la route et 300 millions dans les chemins de fer. Les équipements destinés à l'enseignement supérieur et à la recherche arrivent en deuxième position, avec 731 millions, devant les programmes de rénovation du patrimoine culturel et de l'immobilier de la défense et de la justice (620 millions). En parallèle à ces grands travaux, une enveloppe de 1 milliard est mobilisée, comme prévu, en faveur du logement.

« Beaucoup d'esbroufe »

Par ailleurs, en consacrant 2,5 milliards « *au minimum, mais ce sera sans doute beaucoup plus* », aux collectivités territoriales sous forme de remboursement de TVA, et en distribuant 11,4 milliards aux entreprises par le biais d'avances de trésorerie, le gouvernement table sur un effet d'entraînement qui, espère-t-il, pourrait porter le montant total des investissements à une centaine de milliards d'euros, à terme.

Ces perspectives très optimistes n'ont pas modifié le jugement du Parti socialiste, dont la première secrétaire, Martine Aubry, a jugé Nicolas Sarkozy « *gravement défaillant avec son plan de relance sous-dimensionné et inadapté* ». Pour le PS,

les 1.000 projets représentent « *beaucoup d'esbroufe pour peu d'effet. L'Etat ne fait qu'honorer des engagements pris précédemment.* » Face au « *tsunami social qui déferle sur notre pays* », Martine Aubry appelle le chef de l'Etat à « *réunir les forces vives* » (syndicats, chefs d'entreprise, etc.) pour définir « *enfin un vrai plan de relance* ». Tôt le matin, dans le TGV qui emmenait le gouvernement à Lyon, la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait elle-même douché l'enthousiasme de ses collègues, en confirmant que la croissance serait certainement négative en 2009.

GUILLAUME DELACROIX

Lire également l'éditorial de Jean-François Pécresse page 16.

Les nouveaux chiffres annoncés à Lyon

La liste des chantiers arbitrée hier touche tous les domaines. Les **infrastructures de transport** bénéficient de 870 millions d'euros pour **149 opérations** : 400 millions dans la route, 300 millions dans les chemins de fer, 170 dans les réseaux fluviaux. **L'enseignement supérieur et la recherche** obtiennent 731 millions, **la rénovation du patrimoine** 620 millions. S'y ajoute un effort de 1 milliard d'euros pour le **logement**, dont 340 millions pour la construction de 100.000 HLM supplémentaires, 50 millions pour l'accession sociale à la propriété, 350 millions pour la rénovation urbaine, 200 millions pour lutter contre l'habitat indigne.



Le Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires a réuni le Premier ministre et une vingtaine de membres de son gouvernement.

Fred Dufour/AFIP



Les principales opérations retenues, région par région

Les projets énumérés ci-dessous ne constituent que quelques-uns des exemples d'opérations retenues dans le plan de relance. Ils traduisent le choix du gouvernement de « saupoudrer » volontairement les crédits – aucun territoire n'est laissé de côté – en tablant sur l'effet de levier qu'aura ce plan auprès d'autres financeurs et aussi sur sa capacité à avoir des retombées pour un maximum de petites et moyennes entreprises, notamment dans le BTP.

Quasiment aucune opération nouvelle dans ce plan. La plupart des projets sont en effet déjà programmés (contrats de projets État-Région, plan Campus, plan de soutien aux restructurations militaires, etc.) mais souvent en panne en raison des retards que l'État a jusqu'alors accumulés dans le versement de ses crédits...

● Alsace

17,5 millions d'euros pour les travaux préparatoires à la réalisation de la LGV Est (2^e phase, entre la Lorraine et Strasbourg). Travaux d'infrastructure du tram-train à Mulhouse. La cathédrale de Strasbourg aura ses vitraux rénovés. 23,4 millions d'euros pour la mise en sécurité de bâtiments de l'enseignement supérieur et de la recherche.

● Aquitaine

Mise à 2 x 3 voies de la rocade de Bordeaux entre l'A63 et le Pont d'Aquitaine (11,7 millions), achèvement du bouchon ferroviaire de Bordeaux, rénovation de la ligne ferrée Pau-Oloron. L'Ecole nationale supérieure d'architecture de Bordeaux, les remparts de Périgueux ont été sélectionnés.

● Auvergne

Opérations d'entretien routier, notamment sur la RN88, travaux de rénovation de la ligne ferroviaire Clermont-Aurillac (6,4 millions). L'abbaye de la Chaise-Dieu en Haute-Loire et les cathédrales de Moulins et Saint-Flour sont les principales bénéficiaires.

● Basse-Normandie

Travaux d'aménagement à 2 x 2 voies entre Carentan et Saint-Lô (7,5 millions). Dépollution du site militaire de Cherbourg, priorité à la cathédrale de Bayeux. Complément de finan-

cement pour la TGIR (très grande infrastructure de recherche) Ganil Spiral 2 (grand accélérateur national d'ions lourds).

● Bourgogne

Rénovation d'établissements pénitentiaires (Dijon, Auxerre, Nevers) et de palais de justice (Sens, Auxerre). Plan cathédrale pour Dijon, Nevers, Autun et Sens.

● Bretagne

7,5 millions pour les études et les acquisitions foncières de la LGV Bretagne-Pays de la Loire, travaux de mise à niveau sur les lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper ainsi que diverses opérations d'entretien du réseau national. La manufacture de tabac de Morlaix est retenue, comme les cathédrales de Saint-Brieuc, Rennes et Vannes.

● Centre

Electrification de la ligne Bourges-Saincaize, confortement de digues de la Loire. Tours bénéficie de la plus importante enveloppe du plan cathédrale (3,10 millions d'euros).

● Champagne-Ardenne

Une enveloppe de 11,2 millions portant sur des opérations d'entretien fluvial. Sur les sites militaires, travaux de rénovation et de dépollution (Châlons-en-Champagne). Et 1,6 million pour la cathédrale de Troyes.

● Franche-Comté

Deuxième tranche de la déviation de Luxeuil

● Haute-Normandie

Un total de 13,5 millions d'euros pour des aménagements des ports du Havre et de Rouen. Rouen sort du lot avec sa cathédrale (2 millions).

● Ile-de-France

Avec 109,5 millions d'euros, sur près de 150, la route se taille la part du lion. A elle seule, la mise aux normes de 22 tunnels routiers consomme 85 millions d'euros. Le reste est dévolu essentiellement à l'entretien des grands axes. Le ferroviaire se voit attribuer 15 millions pour l'infrastructure de la Tangentielle Nord. Le fluvial et le portuaire bénéficient de 25 millions d'euros. S'y ajoutent, au titre des contributions des grandes entreprises pu-

bliques, 450 millions de la RATP. Accélération du désamiantage et de la mise en sécurité de Jussieu ; 67,7 millions d'euros pour la mise en sécurité de bâtiments universitaires et de recherche. 27,3 millions sont débloqués pour de très grandes infrastructures de recherches parmi lesquelles Genci (calcul scientifique), le Synchrotron Soleil, Renater, Neurospin..., et 46 millions d'euros dans les nanotechnologies pour la construction du centre d'intégration de Saclay.

La cathédrale Notre-Dame de Paris (1,97 million), les façades du musée du Louvre, le château de Fontainebleau, Versailles (3 millions) sont retenus dans le volet patrimoine.

● Languedoc-Roussillon

Réalisation d'une route d'accès entre Montpellier et l'A75 (25 millions) ainsi que plusieurs opérations d'entretien du réseau routier national (8 millions). Une enveloppe de 1,4 million pour la cathédrale Saint-Michel de Carcassonne.

● Limousin

Modernisation de ligne ferrée Limoges-Guéret.

● Lorraine

Nœuds ferroviaires de Nancy-Jarville et de Metz et 17,5 millions (35 millions avec l'Alsace) pour accélérer les travaux préparatoires à la 2^e phase de la LGV Est. Une enveloppe de 11,3 millions pour l'entretien du réseau fluvial. Rénovation d'établissements pénitentiaires (Sarreguemines, Metz, Toul...), de palais de justice (Nancy...), et des opérations sur le patrimoine immobilier de la défense (Metz). 5,9 millions d'euros pour la mise en sécurité de bâtiments universitaires.

● Midi-Pyrénées

Modernisation de la ligne ferrée Castres-Mazamet (6,3 millions), déviation de la RN20 à Ax-les-Thermes. Les cathédrales d'Albi et Rodez sont retenues. Sont également inscrites les rénovations des palais de justice de Toulouse et Tarbes.

● Nord-Pas-de-Calais

Une enveloppe de 24 millions pour l'aménagement de la RN2 près de Hautmont et une de plus de 20 millions pour le transport

fluvial dont 10 consacrés aux travaux préparatoires du canal Seine-Nord Europe. Travaux d'aménagement du port de Dunkerque. La cathédrale d'Arras est également bénéficiaire. Le plan de relance apporte 7,1 millions d'euros supplémentaires pour la mise en sécurité de bâtiments de l'enseignement supérieur.

● **Pays de la Loire**

Modernisation de la ligne Nantes-Pornic et réouverture de celle de Nantes à Châteaubriant. Même enveloppe qu'en Bretagne (7,5 millions) pour les études et les acquisitions foncières de la LGV. La cathédrale de Nantes et l'équipement culturel La Fabrique, la cathédrale du Mans et le Château de Sablé-sur-Sarthe.

● **Picardie**

Près de 10 millions pour des opérations d'entretien du réseau fluvial et autant pour les travaux préparatoires du canal Seine-

Nord. Rénovations de palais de justice, cathédrale de Beauvais et d'Amiens, dépollution de sites militaires (Compiègne...)

● **Poitou-Charentes**

Modernisation de la ligne Saintes-Angoulême, travaux d'aménagement du port de La Rochelle ainsi que des opérations d'entretien routier (A10 et RN10). Rénovation des vitraux de la cathédrale de La Rochelle, château de Thouars.

● **Paca**

Rocade L2 à Marseille (10 millions) et travaux de modernisation des lignes entre Marseille et Aubagne ainsi qu'entre Antibes et Cagnes-sur-mer (22,2 millions). Travaux d'aménagement au port de Marseille. Le Mucem (musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée) à Marseille figure dans les cinq opérations emblématiques du volet culturel « grands projets », avec 8,90 millions d'euros. Une subvention de 3,5 millions sera

allouée au Palais des Festivals à Cannes. 5 millions supplémentaires iront à ITER et 9,6 millions pour la rénovation d'infrastructures universitaires et de recherche.

● **Rhône-Alpes**

Travaux de sécurisation du tunnel routier du Fréjus (50 millions). Modernisation du sillon alpin ferroviaire entre Valence et Montmélian. Les cathédrales Saint-Jean de Lyon, de Grenoble et de Menthon-les-Bains ainsi que l'abbaye d'Ambronay sont retenues.

● **Outre-mer**

Les crédits sont destinés à l'aménagement des routes (10 millions) et à celui des ports (7 millions). L'ancienne douane de Cayenne bénéficiera de 2 millions au titre des « grands monuments ». 20 millions d'euros seront consacrés à la construction, selon Christine Boutin, ministre du Logement

SERVICE RÉGIONS



L'Etat promet de suivre au millimètre les projets d'investissement

Les trois quarts des crédits du plan de relance ayant vocation à être dépensés dès 2009, le gouvernement a mis en place un dispositif de suivi très rigoureux.

Le choix des 1.000 chantiers n'a pas été chose facile pour Patrick Devedjian, ministre en charge de la Mise en œuvre du plan de relance. Le principal critère de sélection était la faisabilité des projets. En clair : leur capacité à être concrétisés dans les plus brefs délais et à déclencher l'ouverture de crédits. Le gouvernement tient absolument, dès 2009, à dépenser 75 % des 26 milliards d'euros promis. *« La concrétisation dépendra des maîtres d'ouvrage des projets, selon qu'ils respecteront ou non les délais sur lesquels ils se sont engagés »,* insiste Patrick Devedjian.

Les collectivités locales, pour bénéficier du remboursement anticipé d'un an de la TVA sur leurs travaux, une des mesures phares du plan de relance, ont ainsi jusqu'au 15 avril pour passer convention avec le préfet. Ce contrat, outre qu'il devra faire figurer leur engagement à investir plus en 2009 que sur la moyenne des années 2004 à 2007, stipulera la nature des projets concernés, leur montant et le rythme de réalisation. Moyennant quoi, l'Etat remboursera cette année à ses signataires la TVA dont ils se sont acquittés sur leurs dépenses d'équipement réalisées non seulement en 2007, mais aussi en 2008.

Hier à Lyon, Michel Mercier,

président centriste du Conseil général du Rhône, a inauguré la première convention. Celle-ci porte sur un investissement supplémentaire de 53,9 millions d'euros. Le préfet assurera un suivi de la réalisation des dépenses d'équipement de la collectivité tous les 3 mois pour jouer un rôle d'alerte en cas de retard. Si les règles sont respectées, le remboursement anticipé d'un an restera acquis pour 2010. En revanche, dans le cas contraire, l'Etat ne reversera absolument rien l'an prochain.

3.000 dossiers reçus

Matignon a fait le pari qu'au moins 40 à 45 % des collectivités locales joueront le jeu, soit une dépense anticipée pour l'Etat de 2,5 milliards d'euros. Mais si le mouvement d'adhésion des élus est plus fort, il est prêt à déboursier plus.

Une chose est sûre, le ministre de la Relance ne se laissera pas prendre au dépourvu, quels que soient les porteurs de projet. *« En cas de retard, on réorientera les crédits. »* Sous-entendu : vers d'autres projets. Et des propositions, Patrick Devedjian n'en manque pas. Il a reçu plus de 3.000 dossiers en provenance des régions, ce qui lui permet de garder sous le coude un matelas d'environ 1.000 chantiers de remplacement, au cas où. D'où l'idée, d'ailleurs, de lancer une deuxième série de projets dans quelques mois. En sourdine, Patrick Devedjian confie espérer la réalisation d'au moins 1.800 chantiers d'ici à fin 2010.

G. D. ET J. C.



Un plan de relance encore vert pâle

Les projets d'infrastructure (TGV) et de rénovation thermique bénéficient d'un coup de pouce sans lien avec les objectifs du projet de loi Grenelle de l'environnement.

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, appelle de ses vœux un « *green new deal* », en référence au New Deal de Roosevelt ; Barack Obama a promis 5 millions d'emplois verts aux Américains à travers des investissements dans les énergies renouvelables ou la rénovation thermique de plus de 2 millions de logements. Dans son discours à Lyon, hier, François Fillon n'a pas fait la moindre allusion au Grenelle de l'environnement et à l'idée de profiter du plan de relance pour rendre la France plus sobre en carbone, au grand dam des défenseurs de l'écologie.

« *Le plan de relance du gouvernement est le véritable accélérateur du Grenelle* », affirmait pourtant haut

et fort ces dernières semaines le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo. Ses services ont calculé que, sur les 26 milliards du plan de relance, 5 milliards relèvent de son ministère. Mais pour faire « *tourner la machine économique* », le gouvernement a d'abord choisi d'utiliser un levier classique : refaire les routes.

Pas de nouvelles routes créées

Sur les 870 millions d'euros consacrés aux infrastructures de transport, 400 millions serviront à réparer les chaussées, les ouvrages d'art ou sécuriser le tunnel du Fréjus. Ce programme ne comporte certes pas de création de nouvelles routes, mais il montre que le poids du lobby des entreprises routières a été efficace, que les élus locaux pensent encore de manière privilégiée à la route, et que les projets de réseaux de transport en site propre ou de TGV ne sont pas tous suffisamment avancés. Le projet de loi Grenelle

prévoit 18 milliards d'euros pour la réalisation des transports en site propre hors Ile-de-France et 2.500 kilomètres de lignes ferroviaires à grande vitesse. Le plan de relance comporte, lui, 70 millions d'euros pour les travaux préparatoires des lignes Est-européenne, Bretagne-Pays de Loire, Sud Europe Atlantique ou pour le canal Seine-Nord...

Même décalage entre les objectifs visés et les sommes prévues dans le bâtiment. Les propriétaires qui occupent un logement considéré comme une passoire énergétique pourront bénéficier de 100 millions d'euros de subvention, et 200 millions sont prévus pour la rénovation thermique des bâtiments de l'Etat. Rappelons que la France compte plus de 30 millions de logements anciens, et que la rénovation thermique d'un logement est estimée entre 200 et 400 euros du mètre carré.

JULIE CHAUVEAU



Un plan qui fait des déçus

C'était à prévoir. L'annonce des 1.000 projets du plan de relance fait des déçus. Encore que leur nombre se comptait hier. Dans les rangs des élus locaux, Jean-Jack Queyranne, le président PS de Rhône-Alpes, la région d'accueil du Ciact qui s'est tenu à Lyon, a été le plus prompt à réagir et à exprimer un net désappointement. « *L'Etat se contente de rattraper ses retards, notamment dans l'exécution du contrat de projet Etat-région. J'attendais mieux ! Il n'y a pas réellement d'enveloppe supplémentaire à la mesure des enjeux* », se désole-t-il. Le dispositif de remboursement anticipé de la TVA paraît, en revanche, le séduire. « *J'aurais pu signer avec l'Etat sur le remboursement anticipé de la TVA... Il est dommage que cette exclusivité ait été réservée au seul département du Rhône* », a regretté l'élu.

Le dispositif dévoilé par le ministre chargé du plan de relance se veut pourtant à l'abri de toute considération partisane. « *Aucun projet n'a été écarté pour des raisons politiques* », insiste Patrick Devedjian. Si le tramway de Dijon cher au maire socialiste François Rebsamen, par exemple, n'a pas été retenu, c'est en raison de son état d'avancement : aucun coup de pioche n'aurait pu être donné cette

année, quoi qu'il arrive. Et pour la ligne TGV Tours-Bordeaux, très attendue par le socialiste Alain Rousset, président de la région Aquitaine. D'autres déceptions sont à prévoir, notamment celle du président PS de la région Champagne-Ardenne, Jean-Paul Bachy, qui dans un récent courrier interpellait le Premier ministre sur les retards « *considérables* » pris dans la réalisation de la liaison autoroutière entre Charleville-Mézières et la frontière belge. Mais il s'agit d'un chantier dont les besoins de financement dépassent de très loin l'échelle moyenne des 1.000 projets annoncés à Lyon, de l'ordre de 2 à 3 millions.

Un fourmillement de petites opérations dont certains doutent de la pertinence. « *Si on veut véritablement moderniser la France (...) ce n'est pas par un investissement saupoudré* », estimait hier Dominique de Villepin. Pour l'ancien Premier ministre, qui s'exprimait juste avant que ne débute le Ciact, « *encore faut-il que ces investissements soient productifs et qu'ils permettent après de dégager un certain nombre de bénéfices pour les Français* ».

Au Parti socialiste, c'est peu dire que le plan laisse sceptique. « *L'impact sur la croissance 2009 des projets annoncés sera extrêmement*

faible », considère Michel Sapin. Contrairement aux déclarations gouvernementales, l'ancien ministre de l'Economie estime que, pour la plupart, « *les mises en chantier ne débiteront qu'en 2010, voire en 2011* ».

J. C. ET G. D.



Antoine Antonini/Bloomberg

Dominique de Villepin.



Mehdi Fedouazi/AFP

Michel Sapin.



En Rhône-Alpes, une enveloppe de quelque 300 millions d'euros

Pour ne pas perdre de temps Jacques Gérard, le préfet de région, annonce qu'il va réunir les 150 maîtres d'ouvrage concernés dès ce jeudi. Gérard Collomb, maire PS de Lyon, regrette l'oubli de certaines opérations.

DE NOTRE CORRESPONDANTE
À LYON.

En Rhône-Alpes, les services préfectoraux évaluent à environ 300 millions l'enveloppe globale revenant à ce territoire dans le cadre du plan de relance présenté hier. Sur les 61 millions affectés aux infrastructures de transport, et en particulier les 50 millions consacrés au financement de la galerie de sécurité du tunnel de Fréjus, il s'agit de combler le retard dans le déblocage des crédits inscrits dans le cadre du contrat de projet Etat-Région. Les

15,1 millions de travaux de sécurité pour les universités lyonnaises et grenobloises correspondent également à un rattrapage.

En matière d'habitat, l'effort supplémentaire doit se traduire par la construction de 14.400 logements aidés cette année, en Rhône-Alpes. A Valence, les 4 millions que met l'Etat pour compléter la participation de l'Anru vont activer « *le projet rénovation urbaine du Polygone et de Valence-le-Haut... tous ces objectifs seront atteints beaucoup plus vite* », a précisé François Fillon, le chef du gouvernement.

Dans la foulée de ces annonces, Jacques Gérard, préfet de Rhône-Alpes, a décidé de convoquer dès ce jeudi les 150 maîtres d'ouvrage concernés.

Nœud ferroviaire lyonnais

Dans les rangs des élus d'opposition, Gérard Collomb, maire socialiste de Lyon, a notamment déploré que la branche française de la ligne ferroviaire Lyon-Turin n'ait pas été retenue. « *L'opération n'était pas assez avancée, car le principe est de financer des travaux dès cette année pour soutenir les entreprises* », selon François Fillon.

Le premier édile de Lyon aurait aimé, lui, que soient pris en compte les investissements nécessaires pour décongestionner le nœud ferroviaire lyonnais. Gérard Collomb aurait également apprécié un coup de pouce de l'Etat pour « *les 400 millions d'euros que nécessite la mise aux normes des tunnels routiers de l'agglomération* ».

MARIE-ANNICK DEPAIGNEUX



Le BTP applaudit, le mouvement HLM est sceptique

Les fédérations du BTP ont toutes deux salué la liste de projets, jugée concrète et bien équilibrée. Sur le volet logement, le mouvement HLM est plus critique.

La liste des projets retenus pour soutenir la construction a réussi son examen de passage auprès des professionnels du BTP, qui l'ont accueillie très favorablement hier. « J'ai été agréablement surpris par la finesse du travail effectué, les listes sont très précises, l'approche est concrète et va permettre de suivre chaque projet », se félicite Patrick Bernasconi, président de la Fédération nationale des travaux publics. Même satisfaction affichée par la Fédération française du bâtiment. « C'est un plan bien équilibré, il irrigue tous les acteurs de la construction (maîtres d'ouvrage, bailleurs sociaux, acteurs privés...) », apprécie son président Didier Ridoret. Certains projets ont particulièrement retenu son attention. « Dans les sec-

teurs du patrimoine culturel et des bâtiments administratifs (justice, campus, etc.), des projets ne sortaient pas par manque de financement mais leurs études sont déjà faites, donc leur construction va pouvoir démarrer très rapidement, explique-t-il. Ce sera un soutien immédiat pour les PME entreprises de gros œuvre de 30 à 100 salariés qui sont actuellement à court de chantiers. »

Travaux préparatoires

La diversité des projets, si elle peut prêter le flanc à l'accusation d'émiettement, assure leur accès aux PME, premières victimes de la crise. Par ailleurs, « on amorce de grands projets portés par le Grenelle de l'environnement, avec des travaux préparatoires cette année qui déboucheront sur des travaux plus importants encore en 2010 et en 2011, explique Patrick Bernasconi. C'est en particulier le cas du ferroviaire avec les lignes à grande vitesse Est ou encore Loire Bretagne. » La FNTP

va maintenant pousser les collectivités locales à sortir elles aussi, comme l'Etat, des projets des cartons dans leurs domaines de compétence, comme l'assainissement et l'eau.

Sur le volet du logement social, l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui chapeaute le mouvement HLM, se montre dubitative et regrette notamment « qu'aucun crédit ne soit consacré à la réhabilitation, car ces opérations pourraient être lancées très rapidement ». S'agissant des 15.000 logements locatifs sociaux supplémentaires financés sur chacune des années 2009 et 2010, l'USH s'interroge sur la disponibilité des autres financements nécessaires à leur réalisation (collectivités, 1 % logement) et l'enveloppe allouée « n'empêche malheureusement pas une baisse du montant de l'aide unitaire par logement, souligne l'USH. Cette baisse risque de compromettre la réalisation des objectifs fixés. »

MYRIAM CHAUVOT

**CRISE**

Le train de la relance passe par Lyon

François Fillon a **DÉCENTRALISÉ** **HIER LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** pour détailler le plan de relance.

PAR HÉLÈNE FONTANAUD

Dix-huit ministres aux côtés de François Fillon dans « le train de la relance ». Un compartiment du TGV Paris-Lyon de 8 h 26 avait été réquisitionné hier pour acheminer les membres du gouvernement à ce comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (CIACT) décentralisé. Dans la voiture-bar, Patrick Devedjian, ministre de la Relance, fait la promotion des 1.000 projets détaillés deux heures plus tard par François Fillon. Luc Chatel répète qu'il n'est

pas question que le gouvernement « change de cap », en dépit des appels de l'opposition à une relance par la consommation. La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, douce un peu la bonne humeur de rigueur en indiquant qu'elle serait « très étonnée qu'on ait une croissance positive » en 2009. François Fillon déguste son café sans un mot. À l'arrivée, la gare de La Part-Dieu est bouclée par les forces de l'ordre, voyageurs et badauds étant tenus à l'écart derrière des cordons de sécurité rouge et blanc.

La préfecture toute proche, où se tient le CIACT, est elle aussi coupée du monde, les tramways sont à l'arrêt dans les rues voisines. Jacques Géraud, préfet du Rhône, ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, a visiblement pris soin d'éviter tout débordement du type de ceux qui avaient perturbé la visite présidentielle à Saint-Lô le 12 janvier. Et qui ont conduit à la mutation du préfet et du directeur de la police de la Manche. L'opération rondement et médiatiquement menée commence par une table ronde de tous les ministres

présents. « Nous sommes là au cœur de notre stratégie ; nous voulons à la fois soutenir l'activité pour 2009 et 2010 et améliorer la compétitivité de notre pays pour les prochaines années qui viennent », souligne François Fillon lors d'une conférence de presse. Il explique que les projets, qui entrent dans leur « phase concrète », sont répartis « sur tout le territoire national » pour éviter un quelconque procès fait par la gauche qui contrôle la majorité des régions et départements.

■ DES RÉPONSES DE BON SENS

« Cette crise mondiale n'est ni de droite ni de gauche. Les réponses que nous lui apportons ne sont pas partisans. Ce sont des réponses de bon sens, des réponses opérationnelles », insiste le Premier ministre. Il écarte d'un revers de main les critiques formulées par son prédécesseur Dominique de Villepin, qui dénonce un « investissement saupoudré ». « C'est un contresens total », tranche François Fillon, qui parle d'une « mobilisation nationale ». ■





Fillon, un millefeuille de projets

Les 1 000 «annonces» d'hier privilégient les infrastructures, notamment routières.

LYON, de notre correspondant

La préfecture du Rhône avait transformé une partie du centre de Lyon en camp retranché, hier. François Fillon venait avec une vingtaine de ministres préciser son plan de relance. Le montant était déjà connu: un peu plus de 26 milliards d'euros, largement recyclés d'annonces précédentes. Le nombre des projets l'était également: un peu plus d'un millier, notamment dans les transports, le logement, le patrimoine et l'université. Restait à préciser ces projets (lire ci-contre).

«**Concret.**» Le Premier ministre l'a fait en insistant sur le «concret». Il s'agissait pour François Fillon de convaincre chacun que ce plan allait le concerner, qu'il passerait devant chez lui comme un bou langer ambulant. «*Peut-être que certains de nos concitoyens ont pu penser qu'il s'agissait de mesures abstraites, une annonce lointaine qui ne les concernait pas? Et bien aujourd'hui, ces 26 milliards d'euros vont financer des projets concrets*», a-t-il martelé devant des patrons et des élus de Rhône-Alpes. A l'appui, un dossier de deux cents

pages détaillant tous les projets, jusqu'à la moindre route qui sera refaite dans telle ou telle ville. Le but est d'*'impacter dès cette année* l'activité économique et l'emploi, a assuré Fillon. Les projets retenus devront être lancés dans l'année, et les crédits «*consommés pour les trois quarts au moins*» d'ici fin décembre.

Comme prévu, sur les 26 milliards annoncés, 11,4 iront aux entreprises, pour améliorer leur trésorerie, notamment par des remboursements anticipés d'impôts et de TVA. Le reste sera consacré à l'investissement, les entreprises publiques étant mises à contribution à hauteur de 4 milliards (dont 2,5 milliards pour EDF). Le gouvernement se charge des 11 milliards restant, pour «*des investissements stratégiques, que nous aurions réalisés sur cinq ou six ans et qui le seront sur deux ans*», a expliqué Fillon. «*Un plan peu ambitieux, qui porte sur des mesures qui étaient largement prévues, l'Etat se contentant de rattraper ses retards*», lui a répondu Jean-Jack Queyranne, président socialiste de la région Rhône-Alpes.

Plusieurs fois questionné à ce sujet, le Premier ministre a ré-

torqué que son plan déclinait «*des opérations qui ne se seraient pas réalisées en 2009 et 2010*». Il en veut pour preuve le déficit de l'Etat, qui se creusera d'autant en 2009. Reste qu'une grande partie des projets avait déjà fait l'objet d'annonces, et que certains étaient peu avancés. Pour soutenir l'investissement, l'Etat propose encore de rembourser plus vite aux collectivités la TVA qu'elle leur doit. S'ils préféreraient que les dotations cessent de régresser, les élus entendent cependant signer rapidement une convention pour toucher leur TVA 2008. Fillon a signé la première hier, avec le conseil général du Rhône.

A table. Les élus socialistes dénoncent par ailleurs l'absence de concertation, les préfets s'étant souvent contentés de faire remonter les projets en attente dans les administrations. Gérard Collomb, sénateur maire PS de Lyon, l'a dit hier à table au Premier ministre, en détaillant quelques projets qui lui paraissaient plus urgents. Le ministre de la Relance, Patrick Devedjian lui a proposé de revenir rapidement à Lyon pour en discuter avec lui.

◆ OLIVIER BERTRAND



François Fillon et une partie de son gouvernement arrivent à Lyon hier. PHOTO FRED DUFOUR, AFP